



ANALYSE DES ENTREPRISES LIÉES À LA DÉFENSE : PRÉSENTATION DU RÉPERTOIRE *SANDIE*¹

La connaissance des entreprises liées à la défense contribue à la définition de la politique industrielle et d'achat du ministère de la Défense. Aussi, l'Observatoire économique de la défense (OED) a développé, depuis le début des années 2000, un répertoire d'entreprises dédié au champ de la défense : le répertoire Sandie, pour «Statistiques annuelles sur la Défense, son industrie et ses entreprises»². Unique en son genre, il est utilisé pour conduire des études sur les entreprises liées à la défense.

La Direction des affaires financières (DAF) via l'OED ayant, au cours des 12 derniers mois, actualisé Sandie, cet *EcoDef* est l'occasion de présenter un état des lieux du répertoire. Il décrit également l'une de ses utilisations en cours, relative à l'analyse des PME fournisseuses du ministère de la Défense.

SANDIE : ÉTAT DES LIEUX

Principes de construction

Sandie répertorie les entreprises liées à la défense et opérant sur le territoire français. Les entreprises liées à la défense s'entendent comme les entreprises qui fournissent directement ou indirectement des biens et des services utilisés par la communauté de la défense, à savoir les ministères de la Défense (français et étrangers) et les entreprises de la défense elles-mêmes (par les relations de sous-traitance). Deux avantages se dégagent de cette approche.

- ▶ Le premier est l'exhaustivité puisque, potentiellement, ce sont toutes les unités en lien avec la défense qui sont recensées, quel que soit leur **secteur d'activités*** d'appartenance. Sandie est donc un répertoire très large.
- ▶ Le second avantage est de ne pas formater *a priori* le lien qu'entretiennent les entreprises avec la défense. En effet, les entreprises sont enregistrées pour de multiples raisons (*ie* parce que de multiples types de liens existent), sans hiérarchie entre ces raisons. Ainsi, c'est à chaque étude de sélectionner, dans le répertoire Sandie, les entreprises qui l'intéresse. Les possibilités sont grandes dès lors que sont croisées les caractéristiques élémentaires des entreprises (secteur d'activité, taille, etc.) avec la raison de leur présence dans la base (fournisseuse du ministère pour tel ou tel programme, entreprise orientée armement, entreprise identifiée dans l'armement terrestre, entreprise de service opérant dans le conseil stratégique en défense, etc.).

Techniquement, Sandie s'alimente par la concaténation de fichiers d'entreprises en provenance de sources ministérielles et privées diverses. Les entreprises sont identifiées par leur **numéro SIREN***.



Sylvain MOURA
chargé d'études, Observatoire économique de la défense
Isabelle RATON
attachée de l'Insee, Observatoire économique de la défense

L'observatoire économique de la défense diffuse EcoDef par messagerie électronique (format pdf).

Si vous êtes intéressés par cette formule, veuillez adresser votre courriel à :

oed@sga.defense.gouv.fr

Découvrez toutes les publications du secrétariat général pour l'administration sur :

Internet >
www.defense.gouv.fr/sga

Intranet >
www.sga.defense.gouv.fr

ou sur simple demande à

SGA/Com au 01 42 19 77 46

¹ Statistiques annuelles sur la Défense, son industrie et ses entreprises

² Voir à ce sujet : Daffix S., Jacquin Y., 2004, «Le périmètre des entreprises liées à la défense», *Ecodef*, n° 32, DAF/OED, ministère de la Défense.



Suite à d'importantes modifications dans la disponibilité des fichiers sources alimentant le répertoire, l'année 2010 a donné lieu à une réactualisation qui s'apparente à une refonte puisque les fichiers sources ont évolué par rapport à la version précédente

(exposée dans Daffix et Jacquin, op.cit). De plus, le stock des entreprises répertoriées court sur une base pluriannuelle dont les champs sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1 : les sources constitutives du répertoire Sandie (synthèse)

Sources	Champs	Années
Groupement industriel des constructions et armements navals - GICAN	Entreprises adhérentes	2009, 2010
Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales - GIFAS	Entreprises adhérentes	2008, 2010
Groupement des industries françaises de défense et sécurité - GICAT	Entreprises adhérentes	2009, 2010
Institut national de la statistique et des études économiques	Entreprises interrogées dans l'enquête aéro/défense du sud-ouest	2008
Ministère de la Défense (Direction des affaires financières), ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Observatoire économique de l'achat public)	Entreprises fournisseuses du ministère de la Défense	2008, 2009, 2010
Ministère de la Défense (Direction générale de l'armement)	Entreprises ayant reçu l'agrément d'exporter des matériels de guerre	2007, 2008, 2009, 2010 (partiel)
Ministère de la Défense (Direction générale de l'armement)	Entreprises d'armement suivies au titre du contrôle qualité	2010

Principes d'utilisation

En pratique, c'est en appariant les numéros SIREN contenus dans Sandie avec ceux présents dans les fichiers de la statistique publique que les données sur les entreprises liées à la défense sont récupérées et exploitées à des fins statistiques.

► Un premier appariement, systématique, consiste en l'enrichissement des numéros SIREN contenus dans Sandie avec la base SIRENE³. Il permet de contrôler la validité des numéros SIREN fournis par les sources et de compléter l'information sur les entreprises par des éléments de référence : raison sociale, secteur d'activité, catégorie juridique, tranche d'effectif. A ce stade, l'intérêt de Sandie est de disposer d'un répertoire exhaustif d'entreprises, liées à un titre ou à un autre à la défense. Puis, selon l'analyse envisagée, des entreprises de Sandie sont extraites avant le second appariement (voir un exemple plus loin, dans le présent article).

► Un deuxième appariement lie les entreprises de l'extrait retenu avec des fichiers de la statistique publique, *via* l'identifiant SIREN. Il permet de réaliser des analyses particulières sur les entreprises liées à la défense⁴.

Le dernier principe d'utilisation concerne la confidentialité des informations contenues dans Sandie. D'une part, l'OED est seul détenteur et utilisateur du répertoire qui reste de son accès exclusif. D'autre part, en tant que service statistique ministériel (faisant partie du système statistique public coordonné par l'INSEE), l'OED utilise Sandie dans le respect du secret statistique dont la Commission nationale de l'informatique et des libertés est garante. Il s'engage donc sur la confidentialité des données d'entreprises qu'il sollicite et utilise.

³ La base SIRENE est propriété de l'INSEE. Elle est gérée par la Direction régionale des Pays de la Loire que l'OED remercie pour sa collaboration à la réalisation du projet Sandie.

⁴ Par le passé, des appariements ont, par exemple, été réalisés avec les bases LIFI et EAP (étude sur l'internationalisation), DADS (étude sur la main d'œuvre), Recherche (innovation), Diane (étude sur le risque financier des PME), ARES (étude sur l'industrie d'armement dans la région Centre). Pour des développements, le lecteur intéressé pourra se référer aux *Ecodef* n° 37, 42 et 50 (<<http://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action>>, rubrique «études et statistiques») ou s'adresser directement à l'OED.



Analyse descriptive des entreprises enregistrées

Aujourd'hui actualisé, Sandie compte 47 276 unités (soit autant de numéros SIREN uniques). Ils correspondent à des unités **marchandes*** ou **non marchandes***. Or, au sens de la comptabilité nationale française et de la statistique d'entreprise, seules les unités marchandes correspondent à des entreprises. Ainsi, Sandie est doté d'un filtre permettant d'isoler spécifiquement les entreprises. Ces dernières sont au nombre de 41 334. Elles se répartissent dans tous les secteurs d'activité

et ont, en majorité, une taille inférieure à 250 salariés (tableau 2). Dans le secteur des industries, parmi les 6 978 SIREN identifiés, 6 926 sont des entreprises ; donc 99% des SIREN sont relatifs à des unités marchandes, de catégorie juridique société ou assimilée. Parmi elles, 91% comptent moins de 250 salariés (soient 6 322 entreprises). Bien qu'élevés, ces 91% restent inférieurs aux 95% constatés pour l'ensemble des secteurs d'activité dans Sandie. 5% des entreprises liées à la défense emploient 250 salariés ou plus.

Tableau 2 : les unités de Sandie ventilées par secteurs d'activités

	Secteurs d'activité						
	Agriculture	Industries	Construction	Commerce, transport, HCR	Activités spécialisées	Autres activités	Toutes activités
Nombre d'unités	355	6 978	5 689	14 496	6 312	13 446	47 276
dont moins de 250 salariés	354	6 370	5 469	13 849	5 948	11 883	43 873
dont 250 salariés et plus	1	608	220	647	364	1 563	3 403
Nombre d'entreprises	351	6 926	5 678	14 089	6 030	8 260	41 334
dont moins de 250 salariés	351	6 322	5 458	13 445	5 707	7 932	39 215
dont 250 salariés et plus	0	604	220	644	323	328	2 119
Part des entreprises (en %)	99	99	100	97	96	61	87

Source : Sandie (DAF/OED)

Colonnes HCR : hôtels, cafés et restaurants ;

Activités spécialisées : activités spécialisées scientifiques et techniques ; activités des services administratifs et de soutien ;

Autres activités : information et communication ; immobilier ; finance ; enseignement ; santé ; autres services.

EXEMPLE D'ANALYSE : LES PME FOURNISSEUSES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

À la demande de la Mission PME (organisme du ministère de la Défense) et dans le cadre d'une collaboration engagée au dernier trimestre 2010, l'OED a mobilisé le répertoire Sandie afin de développer la connaissance sur les PME fournisseuses du ministère de la Défense.

Quantitativement, 29 718 PME ont été isolées dans le répertoire Sandie par l'utilisation des filtres suivants :

- sélection des entreprises (critère marchand) et
- sélection des fournisseurs du ministère de la Défense en 2010 et
- sélection des unités employant de 0 à 249 salariés⁵.

⁵ En accord avec la demande de la mission PME, seul le critère de la taille de l'entreprise a été retenu pour caractériser une PME.

L'appariement de l'échantillon ainsi obtenu avec la base SIRENE permet de dresser le profil, par secteurs d'activités, de ces entreprises et des dépenses ministérielles associées.

Profil des PME fournisseuses

En 2010, les PME représentent la majorité des fournisseurs du ministère (94%) : 29 718 entreprises, autonomes ou membres de groupe, sans critère permettant de les isoler à ce stade. Elles fournissent des biens et services qui sont pour partie liés au fonctionnement standard d'un ministère : construction, transport et communication, commerce, hébergement et restauration, enseignement et santé ; pour une autre part, elles sont spécifiques à de l'achat militaire, dans les secteurs de l'industrie et des activités spécialisées (tableau 3).

Par rapport à l'ensemble de l'économie nationale, le portefeuille d'entreprises du ministère de la Défense présente plusieurs particularités.

- ▶ Alors que les PME représentent 99,8% des entreprises de l'économie, elles sont 94% des fournisseurs du ministère ; cela amène le ministère à contractualiser avec seulement 1% des PME nationales. En miroir, les 6% d'entreprises fournisseuses de 250 salariés ou plus représentent un tiers des entreprises nationales de 250 salariés ou plus (l'économie nationale en compte 0,2%).
- ▶ 18% des fournisseurs appartiennent au secteur des industries, alors que la part des entreprises appartenant à ce secteur est de 7% dans l'économie nationale, hors agriculture. De plus, ce sont moins souvent des PME que dans les autres secteurs : 91% contre 94%.



Tableau 3 : effectif des entreprises fournisseuses du ministère de la Défense par taille et secteur d'activités (2010)

Secteur d'activités	Taille en nombre de salariés		
	0 à 249	250 et +	Ensemble
Agriculture, sylviculture, pêche	266	0	266
Industries	5 266	499	5 765
Construction	5 014	213	5 227
Commerce, transport, HCR	11 031	633	11 664
Activités spécialisées	4 285	274	4 559
Autres activités	3 856	265	4 121
Toutes activités	29 718	1 884	31 602

Source : Sandie (DAF/OED)

Flux financiers générés

En termes de flux financiers, les biens et services en provenance des PME représentent 22% du montant des achats du ministère avec 3 019 M€ (tableau 4). La dépense moyenne annuelle que le ministère a engagée auprès de chaque PME est modérée :

100 000 €. Parmi elles, les PME des secteurs de l'industrie ou des services spécialisés scientifiques et techniques ne représentent que 32% de l'effectif total des PME fournisseuses, mais elles reçoivent 48% des flux d'achats aux PME, pour une dépense moyenne de 150 000 €. Les PME ayant d'autres activités reçoivent donc 52% des flux d'achats, soit 78 000 € en moyenne.

Tableau 4 : montant des achats du ministère de la Défense par taille et secteur d'activités de l'entreprise fournisseuse (2010, M€)

Secteur d'activités	Taille en nombre de salariés		
	0 à 249	250 et +	Ensemble
Agriculture, sylviculture, pêche	4	0	4
Industries	763	8 798	9 561
Construction	574	339	913
Commerce, transport, HCR	731	749	1 480
Activités spécialisées	681	484	1 165
Autres activités	266	350	616
Toutes activités	3 019	10 720	13 739

Source : Sandie (DAF/OED)

CONCLUSION

Le répertoire Sandie est un outil d'analyse original des entreprises, au service de l'expertise économique du ministère de la Défense. Il cible spécifiquement les entreprises du champ de la défense et se veut exhaustif.

Grâce à lui, la DAF/OED oriente aujourd'hui sa connaissance des entreprises dans deux directions : analyse du lien qu'elles entretiennent avec la défense (orientation armement, dépendance aux commandes militaires), analyse de leur internationalisation.

Sylvain MOURA et Isabelle RATON

Observatoire Économique de la Défense (SGA/DAF/OED)
14 rue Saint Dominique • 75700 Paris SP 07
Pour vous abonner > Mèl : oed@sga.defense.gouv.fr
Rédacteur en chef : Marc-Antoine Kleinpeter

Conception graphique et réalisation > © Pascal Illic - SGA/com 2011
Impression > SGA/SPAC/PGP - Tél : 01 42 19 40 91
ISSN 1293-4348

LEXIQUE

Groupe : entité économique formée par un ensemble de sociétés qui sont soit des sociétés contrôlées par une même société, soit cette société contrôlante.

Numéro SIREN : le Système d'identification unique pour le répertoire des entreprises est un identifiant unique de neuf chiffres, attribué à chaque unité légale par l'INSEE et répertorié dans la base SIRENE.

Unités non marchandes : organismes relevant des administrations publiques ou privées (moitié du capital détenu par l'État ou appel à des cotisations privées) et dont le fonctionnement n'est pas financé par une activité marchande (exemples : hôpitaux, associations non marchandes, services de l'État - UGAP, universités, instituts de recherche, ministères, ONF - et des collectivités territoriales).

Unités marchandes : sociétés et entreprises individuelles marchandes mettant sur le marché des biens et services qu'elles ont produits et pour lesquels un prix de marché est disponible.

Secteur d'activités : regroupement d'entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée). L'activité d'un secteur n'est pas tout à fait homogène car des entreprises répertoriées ont des productions secondaires susceptibles de relever d'autres secteurs de la nomenclature que celui du secteur auquel elles appartiennent.